

**COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS
PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**

Antonio Accurso

REQUÉRANT

-et-

**Directeur des poursuites
criminelles et pénales**

-et-

**Service des poursuites pénales
du Canada**

-et-

Société Radio-Canada

-et-

CTV Inc.

-et-

Gesca, Ltée

-et-

Global Television Network

-et-

Médias Transcontinental S.E.N.C

-et-

La Presse Canadienne

-et-

**The Gazette, a division of
Postmedia Network Inc.**

-et-

The Globe & Mail Inc.

-et-

Corporation Sun Media

-et-

Québécor Média inc.

-et-

Groupe TVA inc.

INTERVENANTS

À : L'honorable France Charbonneau, présidente
Monsieur Renaud Lachance, commissaire
Commission d'enquête sur l'octroi et
la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
a/s Greffe

[REDACTED]

**REQUÊTE VISANT L'ÉMISSION D'UNE ORDONNANCE TEMPORAIRE D'INTERDICTION
DE PUBLICATION ET DE DIVULGATION DU TÉMOIGNAGE DU REQUÉRANT**
(Article 37 et suivants des *Règles de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion
des contrats publics dans l'industrie de la construction*)

**AU SOUTIEN DE SA DEMANDE, LE REQUÉRANT EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE
QUI SUIT :**

I. INTRODUCTION

1. Aux termes de la présente requête, le requérant demande l'émission par la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (ci-après la « CEIC ») d'une ordonnance temporaire d'interdiction de publication et de divulgation de son témoignage pour les motifs plus amplement exposés ci-après.

II. LA SITUATION DU REQUÉRANT

2. Le requérant a exercé des activités d'entrepreneur en construction pendant toute la période visée par le mandat de la CEIC.
3. Le 18 juillet 2013, l'honorable France Charbonneau a émis et fait signifier au requérant un *subpoena*, dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote R-1 qui se lit comme suit :

En vertu de l'article 9 de la *Loi sur les commissions d'enquête* (L.R.Q., c. C-37), il vous est ordonné de **COMPARAITRE PERSONNELLEMENT** devant les Commissaires au [REDACTED] [REDACTED], sous peine d'outrage au tribunal, entre le 3 septembre et le 20 décembre 2013 (la date exacte de votre assignation vous sera communiquée ultérieurement par l'enquêteur René Fortin que vous pouvez joindre au [REDACTED] :

Pour témoigner de toutes informations pertinentes relatives au mandat de la *Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, conformément au décret du Gouvernement du Québec no. 1119-2011 du 9 novembre 2011.

4. Cette assignation a été renouvelée de temps à autre et la dernière assignation qui a été délivrée au requérant en date du 26 juin 2014 enjoint le requérant de comparaître devant la CEIC du 2 au 5 septembre 2014.
5. Le requérant est présentement accusé et attend de subir son procès dans le dossier [REDACTED] de la Cour du Québec, dont copie du mandat d'arrestation est communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-2**.
6. Ce dossier est le résultat d'une enquête de la Sûreté du Québec (ci-après la « **SQ** ») baptisée projet « Gravier ». Selon la thèse de la poursuite, le requérant se serait rendu coupable d'actes de corruption et de fraude en offrant au maire de la ville de Mascouche un ou des séjours à bord du bateau le Touch.
7. Le requérant est également accusé et attend de subir son procès dans le dossier [REDACTED] de la Cour du Québec, dont copie de la sommation est communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-3**.
8. Ce dossier est le résultat d'une enquête de la Gendarmerie Royale du Canada (ci-après la « **GRC** ») baptisée projet « Coche ». Ce dossier concerne des allégations de fausse facturation reliées à l'industrie de la construction.
9. Le requérant est également accusé et attend de subir son procès dans le dossier [REDACTED] de la Cour du Québec, dont copie du mandat d'arrestation est communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-4**.
10. Ce dossier qui est le résultat d'une enquête de l'Unité permanente anticorruption (ci-après l'« **UPAC** ») baptisée projet « Honorer », concerne la collusion et la corruption à la ville de Laval.
11. Le requérant est également accusé dans les districts judiciaires de Laval et de Terrebonne de plusieurs centaines de chefs d'accusation portés par l'Agence du revenu du Québec suite à une enquête baptisée projet « Touch » qui concernent notamment le traitement fiscal de dépenses reliées à la construction et à l'utilisation du bateau le Touch ainsi qu'il appert des versions électroniques des constats d'infraction et sommations de l'Agence du revenu du Québec dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-5**.

III. HISTORIQUE DES PROCÉDURES ET L'ENGAGEMENTS DE LA CEIC

12. Le 18 août 2013, le requérant s'est adressé à la Cour supérieure par voie de demande de révision judiciaire afin de demander que son assignation soit cassée. Le requérant a revendiqué la protection de l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés* (ci-après la « **Charte** ») et demandé à la Cour supérieure de lui accorder une exemption constitutionnelle contre son assignation.
13. Le 30 avril 2014, l'honorable Jean-François Buffoni, J.C.S. (ci-après le « **juge Buffoni** »), a rejeté la demande du requérant dans un jugement dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-6**.
14. Au cours des procédures devant la Cour supérieure, les procureurs de la CEIC ont pris l'engagement de ne pas interroger le requérant sur des faits en lien avec les accusations déjà portées contre le requérant dont la CEIC a connaissance.

15. Cet engagement lie la CEIC.
16. Dans son jugement du 30 avril 2014, le juge Buffoni en traite comme suit au paragraphe 91 de son jugement (R-6):

[91] Fait important et de nature à rassurer le principal intéressé, les commissaires intimés, par la voix de leurs procureurs, ont confirmé en cours d'audience leur engagement formel à ne pas poser de questions à M. Accurso en lien avec les poursuites actuellement pendantes contre lui et qui sont à leur connaissance.
17. Dans un jugement du 3 juin 2014, dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-7**, l'honorable François Doyon, J.C.A. (ci-après le « **juge Doyon** »), a refusé au requérant la permission d'en appeler du jugement du juge Buffoni.
18. Dans son jugement du 3 juin 2014 (R-7), le juge Doyon a formulé les observations suivantes :

[26] L'engagement de la Commission de ne pas interroger le requérant à propos de causes pendantes est fort important. Le juge de première instance a d'ailleurs pris soin d'en prendre acte en soulignant qu'il « constitue un indice éloquent que les commissaires n'ont pas l'agenda caché que M. Accurso leur prête » et que « pour éviter un éventuel et malencontreux malentendu, il y a lieu » d'en prendre acte.

[27] Le requérant prétend que, depuis le jugement de première instance, la Commission a démontré son intention de ne pas respecter son engagement en voulant le forcer à divulguer le nom des personnes qui ont séjourné sur son bateau et à préciser les diverses périodes en cause. Or, plaide-t-il, la Commission sait que des accusations de corruption qui pèsent contre lui sont en lien direct avec l'utilisation de ce bateau.

[28] Selon lui, cette conduite de la Commission devrait permettre de revenir dans le temps et de remettre en question le jugement du juge Buffoni, puisque la suite des événements démontre que la Commission ne veut pas respecter son engagement, un facteur pourtant déterminant du jugement.

[29] Je crois qu'il ne faut pas regarder les choses de cette façon. Il faut plutôt regarder vers l'avenir et tenir pour acquis que la Commission respecte et respectera son engagement. En revanche, s'il s'avérait que ce n'est pas le cas, je n'ai aucun doute que la Cour supérieure interviendrait pour protéger les droits du requérant. [Nos soulignements]
19. Les commentaires du juge Buffoni et du juge Doyon témoignent de l'importance qu'ils ont accordée à l'engagement pris par les procureurs de la CEIC.
20. Le 8 juillet 2014, le requérant a déposé une demande d'autorisation de pourvoi devant la Cour suprême du Canada qui fut cependant rejetée.

IV. LES DEMANDES DE DIVULGATION ADRESSÉES PAR LE REQUÉRANT À LA CEIC

21. En prévision de sa comparution comme témoin devant la CEIC, le requérant s'est adressé, par lettre du 8 mai 2014 de l'avocat soussigné, aux procureurs de la CEIC pour obtenir notamment les renseignements concernant les sujets sur lesquels la CEIC souhaite interroger le requérant, copie de cette lettre étant communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-8**.
22. Les procureurs de la CEIC ont répondu à l'avocat soussigné par lettre du 16 mai 2014, dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-9**.
23. Les procureurs de la CEIC ont indiqué dans leur lettre que le requérant recevrait avant sa comparution un résumé de témoignage anticipé (ci-après le « **RTA** »).
24. Les procureurs de la CEIC ont également fourni à l'avocat soussigné une liste non limitative de certains sujets qui sont d'intérêt pour la CEIC à savoir :
 - Les relations du requérant avec FTQ/FTQ-Construction/FIPOE/Fonds de solidarité/SOLIM et différents officiers de ces entités;
 - Le financement des partis politiques, tant provinciaux que municipaux;
 - Les activités du requérant dans la grande région de Montréal, sauf Mascouche et Laval;
 - Les différents contrats publics de construction obtenus avec le gouvernement provincial;
 - L'utilisation du bateau communément désigné comme le TOUCH;
 - Les liens du requérant, le cas échéant, avec des personnes liées au crime organisé.
25. Par lettre du 4 juillet 2014, communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-10**, la procureure en chef de la CEIC a ajouté les deux sujets suivants à l'énumération précédente :
 - les partenariats public-privé (PPP);
 - ses activités commerciales avec Hydro-Québec.
26. En date du 9 juillet 2014, le requérant a adressé aux commissaires une *Demande de divulgation de certains renseignements et demande de directives* qui fut amendée le 21 juillet 2014, dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-11** (ci-après la « **Demande de divulgation** »).
27. Par lettre du 25 juillet 2014, pendant le délibéré des commissaires sur la Demande de divulgation du requérant, la procureure en chef de la CEIC a transmis à l'avocat soussigné un RTA confidentiel dont copie est communiquée **sous scellés** au soutien des présentes sous la cote **R-12**.
28. Le 29 juillet 2014, les commissaires ont rejeté la Demande de divulgation du requérant.

29. Aux termes de cette décision, les commissaires ont toutefois indiqué qu'il sera possible au procureur du requérant de s'objecter à une question s'il estime qu'elle pourrait avoir un lien avec les accusations portées et il lui sera permis d'en faire la démonstration :

[20] Le requérant soutient que l'engagement de la Commission de ne pas le questionner sur les faits en lien avec les accusations auxquelles il fait face lui permet de savoir à l'avance les « faits sur lesquels ils souhaitent l'interroger ¹⁰ » afin qu'il puisse préalablement s'assurer du respect de l'engagement par la Commission. Nous rappelons que le RTA répond à cette préoccupation. Toutefois, il est évident que cet engagement ne peut s'évaluer de manière hypothétique. Il sera toujours loisible au procureur du requérant de s'objecter à une question s'il estime qu'elle pourrait avoir un lien avec les accusations portées et il lui sera permis d'en faire la démonstration. (...) [Nos soulignements]

le tout tel qu'il en appert d'une copie de cette décision communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-13**.

V. LE REFUS INJUSTIFIÉ DU DPCP ET DU SPPC DE REQUÉRIR L'ÉMISSION D'ORDONNANCES DE NON-PUBLICATION

30. Le procureur du requérant a écrit au Directeur des poursuites criminelles et pénales (ci-après le « **DPCP** ») ainsi qu'au Service des poursuites pénales du Canada (ci-après le « **SPPC** ») afin de leur demander s'il était de leur intention de présenter des requêtes visant l'émission d'une ordonnance de non-publication concernant le témoignage du requérant, le tout tel qu'il en appert d'une copie d'un courriel transmis au DPCP le 24 juillet 2014 ainsi que d'une copie d'une lettre transmise au SPPC le 28 juillet 2014, communiquées *en liasse* au soutien des présentes sous la cote **R-14** puisque, règle générale, ce sont les poursuivants qui présentent ce genre de requêtes, ceux-ci ayant l'obligation de préserver l'équité des procès à venir.
31. En date du 25 juillet 2014, le DPCP a indiqué son intention de ne présenter aucune requête restreignant la publicité des débats en relation avec le témoignage à être rendu par le requérant, le tout tel qu'il en appert d'une copie du courriel du DPCP du 25 juillet 2014 communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-15**.
32. Le SPPC a aussi indiqué par lettre le 19 août 2014 son intention de ne présenter aucune requête visant à demander de restreindre la publicité des débats à la CEIC en relation avec le témoignage à être rendu par le requérant, le tout tel qu'il en appert d'une copie de cette lettre du SPPC du 19 août 2014 communiquée au soutien des présentes sous la cote **R-16**.
33. Or, le requérant estime que la position du DPCP et du SPPC est mal fondée et que ceux-ci auraient dû intervenir et demander l'émission de mesures de confidentialité pour les motifs ci-après exposés.

VI. LA NON-PUBLICATION DU TÉMOIGNAGE DU REQUÉRANT

a) Les principes applicables

34. Tel que la CEIC l'a elle-même reconnu à plusieurs reprises, celle-ci s'est vu imposer l'obligation positive de protéger non seulement les enquêtes en cours, mais également les poursuites criminelles aux termes du décret 1119-2011 daté du 9 novembre 2011,

dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote R-17, de même que suivant la *Loi attribuant certains pouvoirs d'inspection et de saisie à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction* (LQ 2012, c 17, Onglet 1).

35. Bien qu'il soit reconnu que la liberté de presse est primordiale dans le cadre d'une société libre et démocratique, le principe de la publicité des débats doit céder le pas en certaines circonstances afin d'assurer une bonne administration de la justice et garantir le droit d'un accusé à un procès juste et équitable :

29. De plus, notre Cour a souligné, à d'autres occasions, que l'accès du public à certaines procédures judiciaires rendrait l'administration de la justice impossible; voir *MacIntyre*, précité. Le fait qu'il soit important de faire en sorte que l'administration de la justice ne soit pas rendue impossible constitue une raison concrète d'interdire l'accès du public à bon nombre des autres types de procédures mentionnées par l'intervenant. De fait, comme nous pouvons le constater dans la présente espèce, le principe de la publicité des débats en justice lui-même doit céder le pas devant des circonstances qui rendraient impossible la bonne administration de la justice.¹ [Nos soulignements]

36. L'ordonnance de non-publication recherchée par la présente requête vise à assurer le droit du requérant d'être présumé innocent et d'être jugé par un tribunal indépendant et impartial à l'issue d'un procès équitable dans le cadre des accusations qui sont actuellement pendantes contre lui. Ce principe cardinal se retrouve enchâssé à l'alinéa 11(d) de la *Charte*.
37. Le droit d'un accusé d'être jugé dans le cadre d'un procès juste et équitable n'est pas seulement un droit personnel et propre à l'accusé, mais appartient également à la collectivité, qui est en droit de s'attendre à ce qu'un individu accusé soit acquitté ou déclaré coupable à la suite d'un procès équitable et qui paraisse l'être :

L'ordonnance rendue en l'espèce avait pour objectif de diminuer le risque qu'une publicité défavorable avant le procès rende le procès des quatre accusés inéquitable. Cet objectif reflète le droit, que les accusés partageaient avec le public et les tribunaux, à ce qu'un procès soit tenu et à ce qu'il soit équitable. Le droit de Dagenais, Monette, Radford et Dugas à un procès équitable est si important qu'il a obtenu le statut constitutionnel à l'art. 7 et à l'al. 11d) de la *Charte*. Outre le droit des accusés à un procès équitable, le public avait le droit à ce que ces individus soient acquittés ou déclarés coupables à la suite de procès équitables, et qui paraissaient l'être: *R. c. Généreux*, [1992] 1 R.C.S. 259, à la p. 283. De même, les tribunaux avaient le droit à ce que justice soit rendue et à ce que la considération dont jouit l'administration de la justice soit sauvegardée en faisant en sorte qu'on voit que justice est rendue.

Dans la plupart des cas où l'on demande une ordonnance de non-publication, comme en l'espèce notamment, l'attention est axée sur une source potentielle d'iniquité du procès — la possibilité qu'une publicité défavorable avant le procès rende difficile, voire impossible, la sélection

¹ *Société Radio-Canada c Nouveau-Brunswick (PG)*, [1996] 3 RCS 480 au para 29 (Onglet 2).

d'un jury impartial. Dans *Généreux*, précité, dans le contexte d'une analyse de l'al. 11d), j'ai signalé (aux pp. 282 et 283):

[L'un des objectifs de l'al. 11d) consiste à] s'assurer que la personne est jugée par un tribunal qui n'est aucunement partial et qui est apte à rendre une décision fondée seulement sur la preuve dont il est saisi, conformément à la loi. Le décideur ne devrait pas être influencé par les parties ni par des forces extérieures, sauf dans la mesure où il est convaincu par les arguments et les plaidoiries portant sur les questions de droit en litige.²

38. Dans l'arrêt *Flahiff*, la Cour d'appel du Québec rappelait qu'aucun accusé ne devrait avoir à faire face à un procès criminel dans un contexte de couverture médiatique injuste à son égard :

Why should appellants have to face their trial preceded by a cloud of highly prejudicial pre-trial publicity based on the hearsay allegations of an accomplice which they cannot, at this stage, contradict or challenge.

(...)

Even if the publication does not influence a jury in its ultimate verdict, it may be much more difficult for the jury to separate the evidence in court from impressions implanted by a steady stream of adverse publicity. Chief Justice Lamer acknowledged the problem in *Dagenais* (p. 886):

More problematic is the situation in which there is a period of sustained pre-trial publicity concerning matters that will be the subject of the trial. In such circumstances, the effect of instructions is considerably lessened. Impressions may be created in the minds of the jury that cannot be consciously dispelled. The jury may at the end of the day be unable to separate the evidence in court from information that was implanted by a steady stream of publicity.

I would, respectfully, go somewhat further. The "fairness" of a trial is not limited to a fair outcome or verdict, although that, of course, is critically important. A fair trial also involves the fairness of the process in which it is to be conducted. No accused should have to face his trial in an ongoing torrent of unfair publicity. No judge or jury should have to strain to banish unfair and unsupported publicity from their minds so that they can reach an impartial verdict based on the evidence. Fairness in a trial involves, in some measure, the impartiality and serenity of the atmosphere in which the trial is conducted.³

39. L'opportunité d'émettre une ordonnance de non-publication devra être décidée en fonction du test élaboré initialement dans l'arrêt *Dagenais* et raffinée par la suite dans l'arrêt *Mentuck* :

Elle est nécessaire pour écarter le risque réel et important que le procès soit inéquitable, vu l'absence d'autres mesures raisonnables pouvant écarter ce risque;

² *Dagenais c Société Radio-Canada*, [1994] 3 RCS 835 à la p 879 (Onglet 3, l'arrêt « *Dagenais* »).

³ *Flahiff c Bonin*, 1998 CanLII 13149 aux pp 18-19 (CA Qc) (Onglet 4).

Ses effets bénéfiques sont plus importants que ses effets préjudiciables sur la libre expression de ceux qui sont touchés par l'ordonnance.⁴

40. Dans l'arrêt *Phillips*, la Cour suprême du Canada, sous la plume du juge Cory, a indiqué que la couverture médiatique importante entourant certains témoignages rendus dans le cadre d'une commission d'enquête risquait de créer une situation de nature à préjudicier ou influencer le jury qui aura éventuellement la tâche de juger ces individus :

De l'autre côté, il y a le droit des accusés à un procès équitable. L'expérience de l'enquête Grange et, plus récemment, celle de l'enquête Hughes sur ce qui s'est passé à l'orphelinat Mount Cashel, illustrent l'importance que les médias accordent aux détails des audiences publiques. Ces enquêtes montrent qu'il existe un risque que les jurés soient influencés par des témoignages entendus qui ne sont pas admissibles au procès mais qui, à cause du peu de formalisme de la procédure, auront été admis dans le cadre de l'enquête. C'est particulièrement vrai du témoignage d'accusés à une enquête publique. Ces derniers y sont contraignables, mais ils ne le seraient certainement pas à leur procès. La notoriété qu'ils ont acquise du seul fait d'avoir été inculpés aura sûrement pour résultat que leurs témoignages seront largement diffusés. Par conséquent, le tribunal qui veut éviter le risque que les jurés soient plus tard influencés par la diffusion de ces témoignages qui, sauf si les accusés choisissent de témoigner, seront certainement inadmissibles au procès, peut, après en avoir avisé les parties intéressées, interdire la publication de la totalité ou d'une partie du témoignage. Cette façon de procéder serait conforme au pouvoir des tribunaux d'interdire la publication des témoignages rendus dans d'autres procédures préalables au procès, qui ne seront peut-être pas admissibles au procès. Voir par exemple les art. 517 (enquêtes pour cautionnement) et 539 (enquêtes préliminaires) du *Code criminel*, L.R.C. (1985), ch. C-46.⁵

b) L'engagement de la CEIC

41. Tel que précédemment exposé, la CEIC s'est engagée de manière ferme à ne pas interroger le requérant à propos des causes criminelles et pénales pendantes. Le juge Doyon a même pris la peine de préciser dans son jugement du 3 juin 2014 (R-7) que s'il s'avérait que la CEIC ne respectait pas son engagement, il n'avait aucun doute que la Cour supérieure interviendrait pour protéger les droits du requérant. La CEIC a d'ailleurs, dans sa décision du 29 juillet dernier, spécifiquement reconnu au requérant le droit de s'objecter à une question qui pourrait avoir un lien avec les accusations portées contre lui.
42. Dans un tel contexte et à la lumière des sujets qui sont annoncés au RTA, il est hautement probable que le procureur soussigné ait, et ce, à plusieurs reprises, à s'objecter au motif que les questions à être posées au requérant sont couvertes par l'engagement pris par la CEIC.

⁴ *R c Mentuck*, [2001] 3 RCS 442 au para 23 (Onglet 5).

⁵ *Phillips c Nouvelle-Écosse (Commission d'enquête sur la tragédie de la mine Westray)*, [1995] 2 RCS 97 au para 120 (Onglet 6).

43. Puisque le requérant ne connaît ni le nombre de questions potentiellement problématiques qui lui seront posées ni les moments où ces questions lui seront posées, il apparaît nécessaire dans de telles circonstances qu'une ordonnance préventive de non-publication soit rendue sur l'ensemble du témoignage du requérant.
44. Seule une telle ordonnance permettra de créer une zone de protection suffisante pour permettre que les éventuelles objections soient débattues sous le couvert d'une ordonnance de non-publication.
45. De plus, si les commissaires rejettent l'objection, toute réponse à être donnée par le témoin à ces questions se doit de faire l'objet d'une ordonnance de non-publication de façon à permettre au requérant de s'adresser à la Cour supérieure et de contester la décision ainsi rendue sur l'objection.
46. Le défaut par la CEIC d'émettre cette mesure de confidentialité et de rendre immédiatement publique(s) la ou les réponse(s) du requérant auxdites questions pour lesquelles les objections auront été rejetées rendrait le recours éventuel du requérant en révision judiciaire inutile, inefficace et sans objet et risquerait de compromettre irrémédiablement son droit d'être jugé équitablement en relation avec les accusations criminelles actuellement portées contre lui.
- c) Les sujets d'interrogatoire qui comportent des allégations de gestes répréhensibles de la part du requérant
47. L'engagement de la CEIC est utile pour contrôler les risques que le requérant soit contraint de s'auto-incriminer en témoignant devant les commissaires, mais il n'est d'aucune utilité pour contrôler l'atteinte à son droit d'être jugé par un tribunal impartial qui résultera inévitablement de son interrogatoire sur des actes répréhensibles qui sont étrangers aux accusations pendantes contre lui.
48. Les procureurs de la CEIC ont annoncé leur intention de questionner le requérant sur une série de sujets qui comportent des allégations de gestes répréhensibles de la part du requérant, y compris « les liens du requérant, le cas échéant, avec des personnes liées au crime organisé ».
49. Peu importe les réponses qu'il pourrait donner, l'interrogatoire du requérant sur de tels sujets est clairement de nature à lui causer un préjudice irréparable et de nuire irrémédiablement à l'équité des procès criminels qu'il devra subir.
50. En effet, plusieurs sujets sur lequel les procureurs de la CEIC se proposent de questionner le requérant sont de la nature d'une preuve de mauvaise moralité ou de comportements répréhensibles de type « faits similaires » et peuvent nuire de façon très grave aux procédures en cours.
51. Il est de jurisprudence aussi ferme que constante que la preuve de mauvaise moralité est, règle générale, inadmissible en droit criminel :

32 Il s'agit là d'une très ancienne règle de common law. On peut mentionner des procès tenus au XVII^e siècle, dans lesquels on a reproché au ministère public d'avoir invoqué la conduite criminelle antérieure d'une personne. Voici, par exemple, ce qu'a dit le lord juge en chef Holt dans *Harrison's Trial* (1692), 12 How. St. Tr. 833 (Old Bailey (London)), p. 864 : [traduction] « Allez-vous lui reprocher toute sa vie?

Oubliez ça, oubliez ça! Ça ne devrait pas être possible; c'est sans intérêt pour la question. »

33 Par la suite et de façon très remarquable, le lord chancelier Herschell a formulé la règle générale d'exclusion en ces termes dans l'arrêt *Makin c. Attorney-General for New South Wales*, [1894] A.C. 57 (C.P.), p. 65 :

[traduction] Il ne fait pas de doute que, dans le but d'obtenir la conclusion que l'accusé est, compte tenu de sa conduite ou de sa moralité, le genre de personne susceptible d'avoir commis le crime dont il est inculpé, la poursuite ne peut pas apporter des preuves qui tendent à démontrer qu'il a déjà été reconnu coupable de crimes autres que ceux visés par l'acte d'accusation.

34 Dans cette affaire, la cour a parlé de [traduction] « crimes », mais le sens de ce terme a été élargi de manière à inclure tous « faits similaires » de caractère déshonorant qui sont soumis en preuve (*Robertson*, précité, p. 941; *B. (L.)*, précité, p. 45-46), ce qui comprend la conduite alléguée en l'espèce par l'ex-épouse.

35 Les dangers du raisonnement fondé sur la propension sont bien reconnus. Non seulement les gens peuvent-ils changer leurs habitudes, mais encore ils ne sont pas des robots. Même si, au XIV^e siècle en Angleterre, les jurés étaient censés déterminer les faits en fonction de leur propre connaissance de la moralité des parties, on affirme désormais qu'une inférence de culpabilité fondée sur la seule connaissance de la moralité de l'accusé est un [traduction] « raisonnement interdit » : *Boardman*, précité, p. 453, lord Hailsham.

36 Notre Cour a, à maintes reprises, confirmé l'exclusion de la preuve de propension ou de prédisposition générale; cette exclusion n'est pas controversée. Voir *Morris c. La Reine*, [1983] 2 R.C.S. 190; *R. c. Morin*, [1988] 2 R.C.S. 345; *R. c. B. (C.R.)*, [1990] 1 R.C.S. 717; *R. c. Arp*, [1998] 3 R.C.S. 339.

(...)

39 Il va sans dire que l'expérience nous enseigne que les gens agissent généralement selon leur propre moralité. Chaque jour, nous portons des jugements sur la fiabilité ou l'honnêteté de personnes à partir de notre connaissance de leurs antécédents. Si les jurés en l'espèce avaient été les voisins indiscrets de l'intimé au lieu de porter jugement dans une cour de justice, ils auraient sûrement voulu tout savoir au sujet de sa moralité et des activités s'y rapportant. Le témoignage anecdotique de son ex-épouse aurait été d'un grand intérêt. D'un intérêt peut-être trop grand, comme l'a affirmé le juge Sopinka dans l'arrêt *B. (C.R.)*, précité, p. 744 :

La principale raison de la règle d'exclusion relative à la propension est qu'il existe une tendance tout à fait humaine à juger les actes d'une personne en fonction de son caractère. Surtout avec des jurys, la tentation serait forte de conclure qu'un voleur a volé, qu'un homme violent a commis des voies de fait et qu'un pédophile s'est livré à des actes de pédophilie. Cependant, les principes du droit vont tout à fait à l'encontre de ce mode de raisonnement.

40 Le droit reconnaît généralement la difficulté de restreindre les effets de tels renseignements qui, une fois tombés comme un poison dans l'oreille du juré, « aussi prompt[s] que vif-argent [...] cour[ent] le long des portes et des voies naturelles de tout le corps » : *Hamlet*, acte I, scène v, lignes 66-67.⁶ [Nos soulignements]

52. La preuve de mauvaise moralité inflige un préjudice extrêmement sérieux au requérant en risquant d'entacher sa réputation aux yeux des éventuels et potentiels jurés de sorte qu'ils risquent de s'appuyer sur la prédisposition générale de l'accusé pour conclure qu'il est coupable ou qu'il mérite d'être puni de toute façon, ce qui risque de détourner l'attention du jury pour la reporter sur des actes répréhensibles qui n'ont rien à voir avec les accusations portées contre le requérant :

[73] (...) Cette règle plusieurs fois centenaire interdit en effet au ministère public de présenter une preuve de mauvaise conduite de l'accusé qui est sans lien avec l'accusation, sauf s'il démontre que sa force probante l'emporte sur son effet préjudiciable (voir *R. c. Handy*, 2002 CSC 56, [2002] 2 R.C.S. 908).

[74] La preuve de mauvaise moralité inflige un préjudice de deux manières. D'abord, elle cause un préjudice « moral » en entachant la réputation de l'accusé aux yeux des jurés, de sorte qu'ils risquent de s'appuyer sur la prédisposition générale de l'accusé pour conclure qu'il est coupable ou qu'il mérite d'être puni de toute façon (*Handy*, par. 31). De plus, elle inflige un préjudice « par raisonnement » en ce qu'elle détourne l'attention du jury pour la reporter sur des actes répréhensibles qui n'ont rien à voir avec l'accusation (*ibid.*). Comme le dit la Cour dans *Handy*, on ne saurait douter que la preuve de mauvaise moralité peut avoir des « effets pernicieux » (par. 138).⁷

53. La raison pour laquelle la preuve de propension doit être exclue n'est pas fondée sur l'absence de pertinence d'une telle preuve. Dans *R c Morris*, [1983] 2 RCS 190 (Onglet 9), l'honorable Antonio Lamer écrivait à la page 201 : «...la propension, c.-à-d. le fait que l'accusé est le type de personne susceptible de commettre l'infraction en cause, **bien que pertinente**, n'est pas admissible en preuve.» [Nos caractères gras]. Dans l'arrêt *R c G (SG)*, [1997] 2 RCS 716 (Onglet 10), le juge Sopinka écrivait :

120. La raison de cette règle d'exclusion **ne réside pas dans le fait que cette preuve est logiquement dénuée de pertinence**, mais dans le fait que son effet préjudiciable l'emporte sur sa valeur probante.

[...]

123. Comme je l'ai affirmé plus haut, une preuve ayant trait à la propension qui est soumise afin de prouver la culpabilité **est logiquement pertinente**. Elle est exclue à cause de la répugnance de notre système à déclarer un accusé coupable parce qu'il est une mauvaise personne.

⁶ *R c Handy*, [2002] 2 RCS 908 aux para 32-36, 39-40 (Onglet 7).

⁷ *R c Hart*, 2014 CSC 52 aux para 73-74 (Onglet 8).

54. La publication de renseignements qui pourraient être considérés comme une preuve de propension est susceptible de compromettre gravement le droit du requérant à un procès équitable devant un jury impartial.
55. La publication de ce type de renseignements est d'ailleurs susceptible de donner lieu à des accusations d'outrage au tribunal.⁸
56. La comparution du requérant devant la CEIC suscitera une attention médiatique d'une grande intensité et risque de façon réelle et importante de marquer de façon indélébile la mémoire de la population en général et des éventuels jurés qui seront appelés à servir lors des procès criminels du requérant.
57. La publicité sans aucune commune mesure entourant les accusations criminelles déposées contre le requérant et surtout celle dont fera l'objet le témoignage du requérant lors de sa comparution devant la CEIC marquera la mémoire collective.
58. Dans un tel contexte, bien que les dates de procès dans les dossiers pour lesquels le requérant fait l'objet d'accusations criminelles ne soient pas encore fixées, la CEIC a une obligation positive de s'assurer que les procès à venir se tiennent de façon équitable étant donné l'ampleur de la médiatisation, la nature des accusations portées contre le requérant et les sujets que la CEIC propose d'aborder avec le requérant.
59. La situation du requérant est unique et milite en faveur de l'adoption du raisonnement et de la solution retenue dans l'affaire *R c La Presse*, 2013 QCCQ 14773 (Onglet 16, ci-après la décision « *La Presse* »), par l'honorable Linda Despots, J.C.Q. (ci-après la « *Juge Despots* ») :

28. La revue de presse déposée par les Médias confirme le statut hautement médiatisé de ce dossier. Cette situation est facilement compréhensible puisqu'il s'agit d'accusations sérieuses portées entre autres, contre le maire, directeur général et directeur de l'ingénierie de Laval. Tout cela dans un contexte où la Commission Charbonneau tient ses audiences publiques sur un système allégué de corruption et de collusion à Laval.

(...)

30. Les Médias invitent le Tribunal à considérer l'effet percutant de la publication en fonction de la contemporanéité. Ils estiment qu'un long délai peut s'écouler avant la tenue d'un éventuel procès ce qui peut contribuer à faire oublier les informations ainsi divulguées.

31. Cet argument est logique et peut s'appliquer dans la majorité des dossiers, mais présentement, l'affaire a une telle ampleur qu'elle a pris racine dans la mémoire collective. Ce n'est pas tous les jours que le maire démissionnaire d'une ville comme Laval est accusé de gangstérisme, de corruption et d'abus de confiance avec 36 autres personnes.

⁸ *R v Froese*, 1980 CanLII 428 (BC CA) (Onglet 11); *R v Chek TV Ltd*, 1987 CanLII 2548 (BC CA) (Onglet 12); *R v CHBC Television*, 1999 BCCA 72 (Onglet 13); *Alberta v Edmonton Sun*, 2003 ABCA 3 (Onglet 14) et *HMTQ v Peebles & Others*, 2005 BCSC 1387 (Onglet 15).

32. Le Tribunal ne peut présumer de la longueur des délais avant la tenue du procès, comme il ne peut présumer que le procès se tiendra effectivement devant un juge et un jury ou devant juge seul. Il faut toutefois s'assurer que si procès il y a, celui-ci se tienne de façon équitable. Il est vrai que des directives données au jury peuvent contribuer à aider les jurés à rendre un verdict en vertu de la seule preuve entendue au procès. Compte tenu de l'ampleur de la médiatisation et de la nature du dossier, le Tribunal considère que de telles directives ne sauraient suffire à s'assurer de l'équité du procès. Il est donc nécessaire de restreindre la publication de ce deuxième volet.
[Nos soulignements]

60. Au surplus, le requérant soumet qu'une ordonnance de non-publication qui n'entrerait en vigueur qu'à un moment déterminé avant la tenue du procès serait nettement insuffisante, particulièrement dans un contexte où l'information est véhiculée sur Internet et sur les réseaux sociaux et qu'elle devient ainsi incontrôlable une fois diffusée.
61. Bien que le requérant soit conscient que la CEIC a jugé d'appliquer à différentes reprises des ordonnances de non-publication différées et que le jugement rendu par la juge Despots dans la décision *La Presse* n'est pas, de l'avis de la CEIC, conciliable avec la position adoptée dans sa décision du 13 mai 2013⁹, cette position ne saurait être adoptée dans le présent cas sans tenir compte de la situation fort particulière du requérant.
62. Dans la mesure où la CEIC décidait d'adopter le raisonnement suivi dans sa décision du 13 mai 2013 sans discernement et sans faire les distinctions qui s'imposent, ceci constituerait une grave erreur hautement préjudiciable au requérant.
63. Ainsi, à la lumière de ce qui précède, le requérant soumet que la solution retenue par la juge Despots est nécessaire pour protéger l'équité des procès criminels qu'il devra subir :

33. Cette ordonnance de non-publication peut-elle être différée, c'est-à-dire être en vigueur qu'à un moment déterminé, avant la tenue du procès? Le Tribunal estime que cette solution n'est pas viable dans un contexte où l'information est véhiculée sur internet ou sur les réseaux sociaux. Il est illusoire de croire que l'on puisse éviter tout dérapage de diffusion sur le web. S'il est vrai que les mis en cause ont droit à un procès équitable, la société a également intérêt à ce qu'un procès équitable soit tenu. Le Tribunal considère que les effets bénéfiques d'une telle ordonnance sont plus importants que ses effets préjudiciables sur les droits et les intérêts du public, notamment le droit à la liberté d'expression et à la publicité des débats judiciaires.¹⁰

⁹ CEIC, Décision sur le moment à partir duquel prononcer l'ordonnance d'interdit de publication touchant les témoignages de Jean Roberge, Roger Desbois, Marc Gendron, Gilles Thériège, Pierre Allard, Ronnie Mergl, Jean Bertrand, Mike Mergl, Bahjat Ashkar, Pierre Lambert, Jean Gauthier et Claude Asselin, 5 décembre 2013, au para 18 (Onglet 17) et CEIC, Décision sur la requête en ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation de certaines parties du témoignage de Monsieur Gaétan Turbide, 13 mai 2013, au para 64 (Onglet 18).

¹⁰ Décision *La Presse*, au para 33 (Onglet 16).

VII. CONCLUSION

64. Le caractère temporaire de l'ordonnance préventive de non-publication demandée, soit jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise par la CEIC à la fin du témoignage du requérant, milite en faveur de son émission.
65. Ainsi, dans l'arrêt *Toronto Star*, la Cour suprême a décrété que lorsque l'on veut restreindre la publicité des procédures judiciaires, l'ordonnance recherchée devrait être plus facilement accordée si elle est demandée pour une courte durée :

8 Bien qu'il soit applicable à chacune des étapes du processus judiciaire, le critère de Dagenais/Mentuck est depuis toujours censé être utilisé avec souplesse et en fonction du contexte. Par exemple, un risque important pour la bonne administration de la justice à l'étape de l'enquête ira souvent de pair avec des considérations qui auront perdu toute leur pertinence au moment du procès. Par contre, il peut être beaucoup plus difficile à cette étape préliminaire de démontrer concrètement le risque perçu. Le fait qu'une ordonnance de mise sous scellés soit demandée à cette étape pour une courte période seulement peut à lui seul inciter le tribunal à faire preuve de prudence avant d'ordonner une divulgation complète et immédiate.¹¹ [Nos soulignements]

66. Ainsi, la demande du requérant d'ordonner la non-publication préventive de son témoignage n'est qu'une mesure temporaire qui limitera la transparence des débats devant la CEIC et la liberté de la presse de façon minimale, sans toutefois sacrifier la prévention du risque que des informations et renseignements qui pourraient nuire à l'équité des procès criminels que le requérant s'apprête à subir soient dévoilés. Selon les enseignements de la Cour suprême, le tribunal devra donc faire preuve de prudence avant de rejeter la demande du requérant;
67. Finalement, le requérant réserve tous ses droits de présenter toute demande verbale qu'il jugera appropriée devant les commissaires et rien dans la présente requête ne doit être interprété comme étant une énumération exhaustive des moyens qu'entend faire valoir le requérant, le cas échéant, en fonction des questions qui pourront lui être posées lors de sa comparution devant la CEIC.
68. La présente requête est bien fondée en fait et en droit.

PAR CES MOTIFS, PLAISE AUX COMMISSAIRES :

ACCUEILLIR la présente requête visant l'émission d'une ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation du témoignage du requérant, Antonio Accurso;

INTERDIRE de façon préventive et temporaire à quiconque de publier, diffuser ou divulguer de quelque façon que ce soit les propos tenus et l'information révélée dans le cadre de l'audition de la présente requête du requérant, Antonio Accurso, visant l'émission d'une ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation du témoignage du requérant;

¹¹ *Toronto Star Newspapers Ltd c Ontario*, [2005] 2 RCS 188 au para 8 (Onglet 19).

INTERDIRE de façon préventive et temporaire à quiconque de publier, diffuser ou divulguer de quelque façon que ce soit quelque élément que ce soit du témoignage du requérant, Antonio Accurso;

RÉSERVER aux parties le droit de faire des représentations visant à lever de façon totale ou partielle la présente ordonnance de non-publication une fois le témoignage visé complété.

Fait et signé à Montréal, ce 29 août 2014



LOUIS BELLEAU
Avocat du requérant
ANTONIO ACCURSO

AFFIDAVIT

Je soussigné LOUIS BELLEAU, avocat, exerçant ma profession au [REDACTED]
[REDACTED] cité et district de Montréal, province de Québec [REDACTED], affirme solennellement ce qui
suit :


1. Je suis l'avocat du requérant;
2. Les faits allégués dans la présente requête visant l'émission d'une ordonnance temporaire d'interdiction de publication et de divulgation du témoignage du requérant sont vrais.

EN FOI DE QUOI j'ai signé :

[REDACTED] 

Affirmé solennellement devant moi
à Montréal, ce 29 août 2014

[REDACTED] [REDACTED]
[REDACTED] saire à l'assermentation
pour le Québec



AVIS DE PRÉSENTATION

À : L'honorable France Charbonneau, présidente
Monsieur Renaud Lachance, commissaire
COMMISSION D'ENQUETE SUR L'OCTROI ET LA GESTION
DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION
a/s Greffe

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

À : Me Érika Porter
Me Simon Tremblay
COMMISSION D'ENQUETE SUR L'OCTROI ET LA GESTION
DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

[REDACTED]
[REDACTED]

Procureurs des intervenants

À : Me Pierre Poulin
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

À : Me Richard Roy
SERVICE DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA

[REDACTED]
[REDACTED]

Procureurs des intervenants

À : M^e Geneviève Gagnon
M^e Julie Chenette
CHENETTE, BOUTIQUE DE LITIGE INC.

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

PROCUREURS DE SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

À : M^e Mark Bantey
GOWLING LAFLEUR HENDERSON s.e.n.c.r.l

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

PROCUREURS DE CTV INC., GESCA, LTEE, GLOBAL TELEVISION NETWORK, MEDIAS
TRANSCONTINENTAL S.E.N.C., LA PRESSE CANADIENNE, THE GAZETTE, A DIVISION OF
POSTMEDIA NETWORK INC. ET THE GLOBE & MAIL INC.

À : M^e Bernard Pageau
QUÉBECOR MÉDIA INC.

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

PROCUREURS DE CORPORATION SUN MEDIA, QUEBECOR MEDIA INC. ET GROUPE TVA INC.

PRENEZ AVIS que la présente requête visant l'émission d'une ordonnance temporaire d'interdiction de publication et de divulgation du témoignage du requérant sera présentée pour adjudication devant la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, le **2 septembre 2014, à 9 heures 30**, au [REDACTED] à Montréal, et selon les modalités déterminées par celle-ci.

Fait et signé à Montréal, ce 29 août 2014

[REDACTED]

LOUIS BELLEAU
Avocat du requérant
ANTONIO ACCURSO

**COMMISSION D'ENQUETE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**

Antonio Accurso

REQUÉRANT

-et-

**Directeur des poursuites
criminelles et pénales**

-et-

**Service des poursuites pénales
du canada**

-et-

Société Radio-Canada

-et-

CTV Inc.

-et-

Gesca, Ltée

-et-

Global Television Network

-et-

Médias Transcontinental S.E.N.C

-et-

La Presse Canadienne

-et-

**The Gazette, a division of
Postmedia Network Inc.**

-et-

The Globe & Mail Inc.

-et-

Corporation Sun Media

-et-

Québécor Média inc.

-et-

Groupe TVA inc.

INTERVENANTS

LISTE DE PIÈCES

R-1	Supboena adressé au requérant daté du 18 juillet 2013.
R-2	Mandat d'arrestation daté du 11 avril 2012 dans le dossier portant le numéro [REDACTED]
R-3	Sommation datée du 8 août 2012 dans le dossier portant le numéro [REDACTED] 120.
R-4	Mandat d'arrestation daté du 8 mai 2013 dans le dossier portant le numéro [REDACTED] 131.
R-5	Version électronique des constats d'infraction et sommations de l'Agence du revenu du Québec.
R-6	Jugement de l'honorable Jean-François Buffoni, J.C.S. daté du 30 avril 2014.
R-7	Jugement de l'honorable François Doyon, J.C.A. daté du 3 juin 2014.
R-8	Lettre du procureur du requérant datée du 8 mai 2014.
R-9	Lettre des procureurs de la CEIC datée du 16 mai 2014.
R-10	Lettre de la procureure en chef de la CEIC datée du 4 juillet 2014.
R-11	Demande amendée de divulgation de certains renseignements et demande de directives datée du 20 juillet 2014.
R-12	Résumé d'un témoignage anticipé (SOUS SCELLÉS).
R-13	Décision sur la demande amendée d'Antonio Accurso en divulgation de certains renseignements et pour obtenir des directives datée du 29 juillet 2014.
R-14	Courriel transmis au DPCP le 24 juillet 2014 et lettre du procureur du requérant transmise au SPPC datée du 28 juillet 2014.
R-15	Courriel du DPCP du 25 juillet 2014.
R-16	Lettre du SPPC du 19 août 2014.
R-17	Décret du Gouvernement du Québec du 9 novembre 2011 portant le numéro 1119-2011.

Fait et signé à Montréal, ce 29 août 2014

[REDACTED]

LOUIS BELLEAU
Avocat du requérant
ANTONIO ACCURSO

